

Brèves

Dollar for ever

En période de crise, le dollar se renforce. Ainsi, sa part comme monnaie de réserve est passée de 62 à 65 % depuis le début de l'année. L'économie américaine demeure le meilleur placement pour les investisseurs internationaux qui prennent, tout à la fois, en ligne de compte le rendement à venir et la sécurité.

Développement et collectivité territoriale ne font pas toujours bon ménage

Le Gouvernement avait demandé, dans le cadre des Accords de Matignon, à la Collectivité territoriale de Corse de bâtir un Plan de développement durable et d'urbanisme (PADDUC). A quelques mois de l'élection régionale, il est apparu impossible de faire entrer dans un seul document le développement économique, le développement social, l'animation culturelle, la protection de l'environnement et l'urbanisme... La planification est une utopie qui a la vie dure... Qu'en sera-t-il du PADDUC après les régionales?

L'assurance-vie finance les entreprises mais pas les PME

L'assurance-vie, plus de 1300 milliards d'euros financent à 49 % les déficits publics de la France et des grands Etats industrialisés. A 51 %, les entreprises sous forme d'actions ou d'obligations en sont les premiers bénéficiaires. En revanche, moins de 1 % de l'encours de ce produit est affecté les PME.

Solvabilité II, une arme anti actions

La directive européenne Solvency II qui entrera en vigueur d'ici 2012 impose aux assureurs de couvrir leurs investissements en actions cotées à hauteur de 37 % et à 45 % pour les actions non cotées. Conséquence, les assureurs risquent de fortement diminuer leurs placements actions...

L'Edito

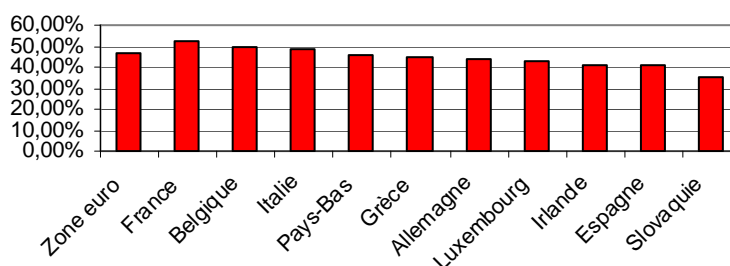
NUMÉRO 6 / JUILLET 2009

Et si nous étions victimes d'une « régulationite » aigüe?

La crise ne serait que la traduction de la dérégulation menée depuis vingt ans, la conséquence d'une remise en cause de l'Etat et d'un ultralibéralisme sans frontière. Mais, il serait temps de constater que cette crise une des plus violentes depuis le XIX^{ème} siècle, trouve sa source dans la faillite des politiques publiques en vigueur depuis dix ans. A la base, il y a avec le maintien de taux d'intérêt faibles, une altération de l'échelle des risques conduisant à privilégier l'endettement et encourageant l'innovation financière au détriment de la recherche développement. Par ailleurs, ces dix dernières années ont été marquées par une fuite en avant en matière d'endettement privé mais aussi public. La France sans avoir eu à financer de guerre ou de réunification (Allemagne) n'a pas de leçons à donner ; elle a multiplié par plus de 3 son endettement public en un quart de siècle. Les Etats-Unis sont passés d'une situation d'équilibre budgétaire sous Bill Clinton à un déficit public de plus de 5 % du PIB sous Bush.

L'absence de régulation est souvent mise en avant pour expliquer la crise. Certes, à l'échelle mondiale, les instances de coordination financière comme le FMI ne dispose que de peu de pouvoirs pour juguler les dysfonctionnements. Il serait peut être souhaitable que sur le modèle de l'OMC qui est compétente pour le commerce international soit créé une organisation mondiale financière disposant de pouvoirs de sanctions. En revanche, il est faux d'affirmer qu'à l'échelle nationale les structures de régulation n'existent pas. Le problème est plutôt l'inverse. Elles sont trop nombreuses et se surajoutent avec les administrations. Ainsi, en France, dans le domaine financier, l'Autorité des Marchés Financiers doit cohabiter avec les autorités de contrôle des banques et des assurances, avec différents comités techniques... tout en étant en relation avec la direction générale du trésor et de la politique économique. La dilution des responsabilités est la règle.

Total des dépenses publiques en % du PIB en 2008



A Surveiller

La bataille de la certification durable est lancée !

Si la traduction législative et réglementaire du Grenelle accumule du retard, les professionnels de la certification et de la normalisation développent leurs offres auprès des entreprises ; d'un côté les grands cabinets de commissariat aux comptes, de l'autre les cabinets d'expertise comme Veritas. Il faut également citer le label Lucie, émanation de Vigeo et qui s'adresse aux PME. Enfin, les pouvoirs publics pourraient imposer tout ou partie de la norme ISO 26000 de l'AFNOR et fixer ainsi un cadre unique.

L'impôt sur le revenu à la source, une réforme oubliée

L'impôt sur le revenu (52 milliards d'euros) est de plus anachronique. Perclu de niches fiscales qui réduisent son montant d'au moins 33 %, il n'est, contrairement aux promesses maintes fois prononcées, toujours pas prélevé à la source. Certes, désormais, l'administration fiscale le précalcule mais l'année de décalage demeure et pénalise fortement les chômeurs ou les retraités qui subissent des baisses importantes de revenus...

Les mêmes causes ne produisent-elles pas les mêmes effets ?

La multiplication des émissions obligataires avec des taux dépassant 4 % permet de capter une part croissante de l'épargne des particuliers et des institutionnels. Mais, de tels taux sont-ils raisonnables ? Avec une inflation nulle, des PIB en recul de 3 à 6 points, des taux d'intervention des banques centrales tournant autour de 1 point, le rendement des emprunts obligataires génère une nouvelle bulle qui pourrait fragiliser de nombreux institutionnels surtout si la croissance ne repart pas rapidement. L'épargnant, aujourd'hui bien rémunéré, risque de le payer, au prix fort, demain.

Il a osé le dire

« Le plan Obama sur la régulation financière est une simple ébauche de réforme qui ne devrait pas mettre le feu à Wall Street. A moins que la Congrès durcisse la copie, le grand krach de 2007/2008 qui a conduit au plus grand renflouement de l'histoire, renflouement payé par les contribuables, va se répéter dans une décennie voire plus tôt ». **Robert Reich**, ancien secrétaire d'Etat à l'emploi sous Bill Clinton et auteur de plusieurs livres sur la mondialisation.

Actualité

Quand la cigale américaine se transforme en fourmi française

Aux Etats-Unis, le taux d'épargne des ménages est passé de zéro à 6,9 % du revenu disponible brut de mi 2008 à mai 2009. Cette remontée, sans précédent, témoigne de la volonté des Américains de reconstituer leur patrimoine érodé par l'endettement et par la dévalorisation des actifs. La rapide montée du chômage les pousse également à se constituer une épargne de précaution. En revanche, pour le moment, les Français n'ont pas accentué leur effort d'épargne qui reste néanmoins très élevé à plus de 15 % du revenu disponible brut (toujours moins que les Chinois qui épargnent jusqu'à 30 %). Cette situation tranche avec celle constatée lors des précédentes récessions. Les épargnants français arbitrent entre les différents placements; ils délaissent le Livret A pour l'assurance-vie et se précipitent sur les emprunts publics ou quasi-publics comme EDF. La recherche de la sécurité et d'un rendement garanti constitue la priorité.

Après la désindustrialisation, le transfert de la propriété

75 % des actifs travaillent dans le secteur tertiaire. Si l'on ajoute les fonctions de service au sein des grandes entreprises industrielles, le taux dépasse 80 %. L'industrie automobile qui a largement bénéficié des allègements de charges sociales est aujourd'hui menacée. Le processus de désindustrialisation se traduit par le développement de déficits commerciaux structurels en France mais aussi aux Etats-Unis et au Royaume-Uni qui a longtemps parié sur la City et le pétrole pour masquer ses faiblesses économiques. A défaut de trouver de nouvelles sources de croissances (nouvelles technologies, tourisme...), le processus de transferts de la richesse ne peut que s'accroître dans les prochaines années au profit d'agents disposant d'abondants capitaux. La force de l'occident réside dans l'épaisseur du patrimoine accumulé au fil de ces deux derniers siècles et de sa capacité à innover. Il n'en demeure pas moins que les vieilles puissances industrielles vivent comme des rentiers qui doivent puiser dans le capital pour maintenir leur niveau de vie. Le recours massif à l'endettement en est la meilleure preuve.



Les Chiffres du Mois

Le tourisme forces et faiblesses d'un secteur clef pour l'économie française

Plus d'un million de salariés et de non salariés dépendent du tourisme en France. La première région touristique est de loin d'Ile de France suivie par les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur .

Les dépenses des touristes étrangers ont atteint 40 milliards d'euros en 2007. Les Allemands arrivaient en tête avec 16 % des dépenses suivis par les Anglais 15,7 %, les Belges et les Luxembourgeois avec 11,8 % et les Italiens 8,4 %. Si la France est de loin en tête pour le nombre de touristes internationaux, 82 millions en 2007 loin devant l'Espagne et les Etats-Unis, respectivement 59 et 56 millions, elle est dépassée pour les recettes du tourisme international. Elles s'élèvent à 97 milliards de dollars pour les Etats-Unis et à 58 milliards de dollars pour l'Espagne contre 54 milliards de dollars pour la France.